

diffusion de nouvelles technologies et de compétences essentielles.

• (1730)

Monsieur le Président, on pourrait parler de l'initiative propice et de la compétitivité des secteurs, mais je vais malheureusement manquer de temps.

Je voudrais tout simplement, en terminant, monsieur le Président, informer la Chambre que deux grands objectifs sous-tendent toutes les initiatives des STC, soit la défense des intérêts des milieux d'affaires de la communauté scientifique auprès du gouvernement dans les domaines comme la taxation, les transports et l'énergie; fournir soutien et renseignements aux entreprises pour les aider à commercialiser leurs produits et acquérir de nouvelles technologies; accroître la compétitivité et s'adapter au nouveau climat commercial.

[Traduction]

M. Mac Harb (Ottawa-Centre): Monsieur le Président, je voudrais d'abord remercier mon collègue de Windsor, en Ontario, pour avoir proposé aujourd'hui cette motion à la Chambre. C'est un sujet d'actualité d'une extrême importance qui mérite notre attention et notre intervention.

Comme nous pouvons le voir dans les gros titres des quotidiens, notre monde est en mutation. Il y a des licenciements dans l'industrie forestière. À Bas-Caraquet, l'usine de traitement du poisson ferme ses portes. À Shippagan, l'usine est en faillite. À Canso, North Sidney, Lockeport, Wood Harbour, Port Medway, Port Mouton, les usines sont fermées. Dans les petites villes d'un bout à l'autre du pays, on voit des planches clouées en travers des fenêtres des maisons parce que les habitants ont déclaré forfait.

Manifestement, nous ne pouvons pas simplement compter sur nos pêcheries, nos forêts et nos exploitations agricoles pour fournir des emplois et assurer la prospérité de notre pays. Nous émergeons maintenant d'une étape mondiale de concurrence, ce qui indique, de l'avis général, que nous devons repenser nos priorités économiques et politiques. Dans ce monde extrêmement compétitif et créateur, nos programmes traditionnels ne suffisent plus. Nous devons changer de cap.

[Français]

La deuxième moitié de la présente décennie a été caractérisée par une restructuration, à l'échelle mondiale, des sociétés qui tentent de s'adapter au nouveau contexte international.

Avant de déterminer nos objectifs, il nous faut tout d'abord connaître nos racines. L'histoire nous démontre que la plupart des entreprises élaborent leurs politiques

Initiatives parlementaires

économiques et sociales en fonction de leur culture nationale.

Ironiquement, les problèmes du Canada découlent de ses points forts. Nos ressources naturelles nous ont toujours permis d'avoir un niveau de vie élevé. Toutefois, bien que nous coupions plus d'arbres que n'importe quel autre pays, nous importons encore des scies à chaîne. En 1987, la valeur des produits manufacturés importés au Canada dépassait de 24 milliards de dollars celle des produits exportés, ce qui représente 460 millions de dollars par semaine.

Nous importons par exemple 76 p. 100 de nos machines, 40 p. 100 de nos appareils électriques et 80 p. 100 de nos équipes médicales.

[Traduction]

Les échanges dans le secteur de la technologie de pointe ont augmenté presque deux fois plus vite que dans les autres domaines. En 1995, le commerce des ordinateurs, du matériel aérospatial, des machines électroniques et des produits pharmaceutiques représentera un quart du total des exportations mondiales. Mais le Canada ne profite pas dans une large mesure de cette occasion de prendre de l'essor. Par exemple, en 1980, notre déficit commercial pour les produits de haute technologie s'élevait à 4,6 milliards de dollars. En 1987, ce déficit était passé à plus de 7 milliards de dollars.

On nous a dit récemment que le Canada avait connu son premier déficit mensuel depuis treize ans et demi dans le commerce de marchandises. Il est très remarquable que ce déficit comprenait une nette augmentation des importations de machines et de matériel au cours de ce mois-là.

Comme le premier ministre de l'Ontario l'a déclaré à la tribune nationale du Conseil consultatif des sciences et de la technologie en juin dernier:

De plus en plus, nous exportons les marchandises d'hier et nous importons la technologie de demain.

Nous consacrons actuellement 1,3 p. 100 de notre produit intérieur brut à la recherche et au développement. Nos concurrents y consacrent le double. Par exemple, 7 p. 100 des industries manufacturières de l'Ontario n'emploient même pas un seul ingénieur. Que peuvent-elles faire d'autre qu'importer les produits et les technologies, de même que les connaissances nécessaires pour les utiliser?

Si nous voulons percer sur la scène internationale de façon à protéger et à améliorer la qualité de vie de nos citoyens, nous devons nous attacher à faire concurrence aux meilleurs. Dans un article paru en mars dernier dans le *Globe and Mail*, M. Larkin Kerwin, président du Conseil national de recherches, écrivait ceci: